

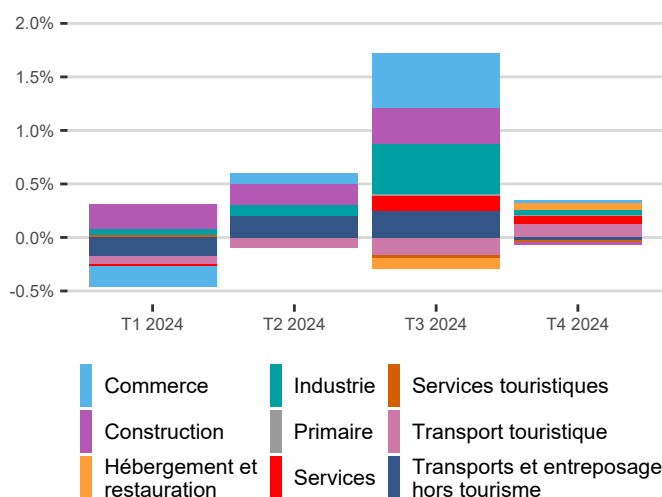
## Te Avei'a - T4 2024 - L'économie polynésienne continue de croître, mais à un rythme qui ralentit

**L'activité économique de la Polynésie française, mesurée à travers les chiffres d'affaires, ralentit au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent et son rythme se situe en dessous de celui de l'inflation. Ainsi, en 2024, près des deux tiers de la hausse annuelle du chiffre d'affaires des entreprises se situent au troisième trimestre, portés par la tenue des Jeux olympiques. Sur l'année, avec une inflation contenue et un marché de l'emploi qui continue de progresser, la consommation des ménages reste dynamique. L'investissement des entreprises se maintient, tandis que celui des ménages recule.**

### Le rythme de la croissance s'essouffle au quatrième trimestre

Le chiffre d'affaires des entreprises polynésiennes (hors banques et assurances) continue de progresser au quatrième trimestre (+ 1 % par rapport au même trimestre de 2023), mais à un rythme inférieur à l'inflation (+ 1,4 %) et à celui observé au cours des deux trimestres précédents. La croissance du trimestre contribue pour 0,3 point à la croissance annuelle (+ 2 %). Dans le détail, les résultats des entreprises répondant essentiellement à la demande intérieure (construction, commerces, services non touristiques) semblent marquer le pas ce trimestre (+ 0,4 %), alors que ceux des entreprises liées à la demande touristique (hébergement, transport, restauration, etc.) augmentent de 3 %. La croissance du trimestre se partage ainsi à parts égales entre la demande intérieure et extérieure.

**Fig. 1.** Contributions par secteur d'activité à l'évolution annuelle du chiffre d'affaires trimestriel



Source : DICI, ISPF

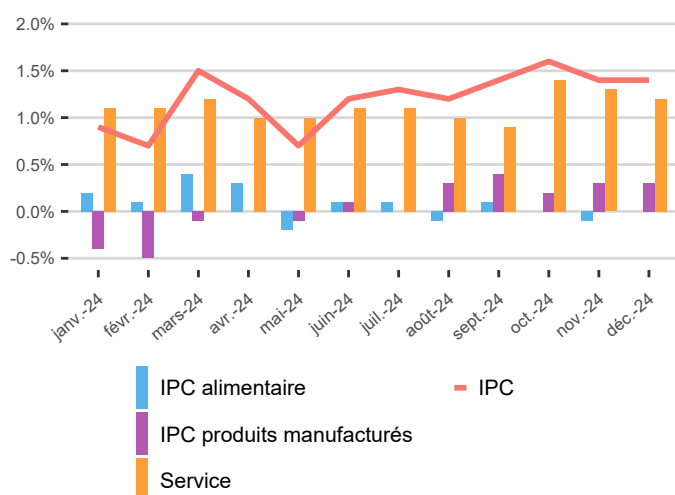
Sur l'année, ce sont les activités liées aux entreprises répondant à la demande domestique (+ 2,5 %) qui portent la totalité de la croissance annuelle. Le chiffre d'affaires annuel des entreprises orientées vers le tourisme (transport aérien, hébergement, restauration, etc.) recule globalement de 1,5 %, avec la baisse dans les transports (- 2,5 %) et la stabilité dans l'hébergement-restauration. Du côté des entreprises non touristiques, ce sont les secteurs de la construction et des industries (industries agroalimentaires, industries en lien avec la construction et les autres industries) qui tirent la croissance annuelle en y contribuant ensemble pour deux tiers en 2024. Le secteur de la construction (5 800 emplois en moyenne en 2024) a pu s'appuyer sur une demande des secteurs privé et public soutenue (travaux liés aux Jeux olympiques, baisse des taux d'intérêt, investissement hôtelier) pour développer son chiffre d'affaires de 9 %, contribuant pour 0,8 point à la croissance annuelle. La hausse annuelle du chiffre d'affaires dans les industries (+ 6 %) s'appuie principalement sur l'activité soutenue de la construction et de la demande plus forte des industries de biens intermédiaires d'une part, et d'autre part par une demande toujours forte des biens issus de l'industrie agroalimentaires (+ 3 %).

Sur l'année, la contribution du commerce à la croissance reste positive (+ 0,4 point). Néanmoins, son activité essentiellement portée par la consommation des ménages, semble s'essouffler avec un chiffre d'affaires en hausse de 0,2 % au quatrième trimestre pour une hausse annuelle de 0,7 %. La baisse du chiffre d'affaires dans le commerce automobile (- 1,5 %) explique une partie ce résultat puisque les ventes restent stables en volume dans les commerces de détails avec une hausse du chiffre d'affaires (+ 1,5 %) qui est supérieure au niveau de l'inflation annuelle moyenne (+ 1,4 %). Ce volume d'activités en lien avec la consommation des ménages a pu profiter d'un ralentissement de l'inflation en moyenne annuelle (+ 1,2 % en 2024 après + 3,3 % en 2023) et d'un marché du travail toujours dynamique (+ 4 % de salariés en équivalent temps plein).

## Une inflation toujours contenue

Même si l'inflation est restée contenue tout au long de l'année (+ 1,2 % en moyenne annuelle), son rythme n'a cessé de croître au fil de l'année, passant de + 1 % en moyenne trimestrielle au premier trimestre à + 1,5 % au quatrième trimestre 2024. Si le prix des produits alimentaires a peu évolué sur un an (+ 0,1 %), tout comme le prix des carburants (155 F.CFP le litre depuis août 2023), ce sont les autres biens et services (+ 6,4 %), notamment les assurances (+ 9,8 %) et les services financiers (+ 5,4 %) qui ont le plus contribué à l'inflation (+ 0,6 point). Le prix des dépenses liées au logement (loyer, eau, électricité, gaz et autres combustibles) progresse de 2,4 % et contribue pour 0,4 point à l'inflation annuelle.

**Fig. 2.** Évolution des contributions à l'inflation mensuelle par grands postes de consommation



Source : ISPF, IPC

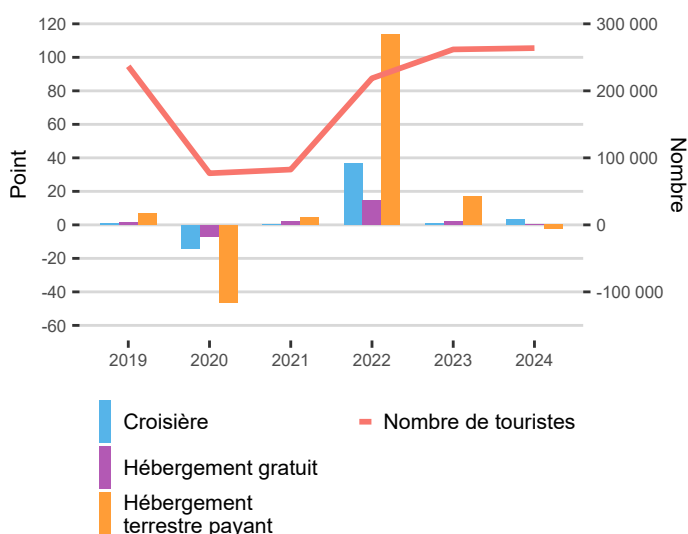
## Un nouveau record de fréquentation touristique, mais le secteur terrestre marchand recule

Au quatrième trimestre, la fréquentation touristique progresse de 1,0 % par rapport à l'année précédente pour totaliser 67 000 touristes. La croissance repose exclusivement sur la croisière (+ 11 %) portée par les clientèles européenne (+ 27 %) et nord-américaine (+ 6 %) qui contribuent respectivement pour 4,3 points et 3,4 points au résultat. Au global, l'hébergement flottant (12 800 touristes) contribue pour 1,9 point à la fréquentation du trimestre. Les secteurs terrestres marchands (45 800 touristes) et non marchands, en retrait chacun de 1 %, y contribuent respectivement pour - 0,8 point et - 0,1 point.

En 2024, la fréquentation touristique progresse de 0,7 % pour s'établir à 263 800 touristes. À l'inverse des années précédentes, c'est le secteur de la croisière (+ 20 %) qui porte la hausse, alimentée par une clientèle nord-américaine (+ 23 %) qui s'est détournée de l'hébergement terrestre marchand (- 14,5 %), contribuant au ralentissement de l'activité dans les transports et l'hébergement. Si le nombre de nuitées progresse de 4 % avec le rallongement de la durée de séjour (+ 0,6 jour) à 16,2 jours, le nombre de chambres vendues en hôtellerie internationale diminue de 4 % malgré un parc hôtelier supérieur à l'année précédente (+ 4 %). Ce recul des ventes s'accompagne d'une hausse du prix moyen par chambre (+ 8,5 %)

permettant de stabiliser le revenu par chambre disponible sur un an. Si, le nombre de salariés travaillant en hébergement continue de progresser en moyenne annuelle (+ 2,1 %), l'offre a été plus importante dans le secteur de la restauration (+ 6 %).

**Fig. 3.** Nombre de touristes et contributions par type d'hébergement



Source : ISPF, EFT

## Les exportations de produits locaux se contractent de 47 % en valeur, mais dépassent toujours le niveau de 2022

Au quatrième trimestre, la valeur des exportations de produits locaux est inférieure de plus de 60 % par rapport à l'année précédente pour s'établir 3,6 milliards de F.CFP. Ce recul efface la hausse exceptionnelle des ventes de perles en 2023 pour retrouver ses niveaux habituels. Deuxième produit à l'export, les exportations de poissons sont aussi en retrait en cette fin d'année (- 25 % en valeur et en volume).

Cette forte baisse des exportations au quatrième trimestre impacte fortement le résultat annuel qui diminue de 47 % pour totaliser 12 milliards de F.CFP (3 % de plus qu'en 2022). En représentant plus de la moitié de la valeur totale des exportations de l'année, la baisse des exportations de perles (7 milliards de F.CFP en 2024) contribue à la totalité de la baisse en valeur (- 10 milliards de recettes à l'exportation pour les perles). Le prix au gramme retrouve aussi le niveau de 2022 avec une baisse de 15 % à près de 840 F.CFP.

La dynamique est meilleure pour les autres exportations de produits locaux, avec des exportations de poissons identiques à l'année précédente (2,3 milliards de F.CFP) et une hausse en valeur de 18 % des exportations de vanille pour un total de 660 millions de F.CFP. Les exportations de noni (260 millions de F.CFP sur l'année) sont multipliées par trois. En volume, les exportations de poissons, de vanilles et de noni sont supérieures respectivement de 2 %, 15 % et 55 % à 2023, avec un prix au kilo qui diminue de 2 % pour le poisson, qui progresse de 2 % pour la vanille et qui est multiplié par deux pour le noni.

## Le marché du travail continue sa progression

Au quatrième trimestre 2024, le nombre moyen de salariés déclarés à la CPS (75 100) progresse de 2,2 % par rapport à l'année précédente et celui des effectifs en équivalent temps plein (65 900) de 2,4 %, traduisant une hausse des heures de travail plus rapide. La croissance de l'emploi salarié est restée positive chaque trimestre de 2024, mais ralentit en cette fin d'année.

Ce sont ainsi 2 150 salariés supplémentaires, en moyenne annuelle, qui ont rejoint le marché du travail en 2024 (+ 3,0 % sur un an) pour un total de 73 950 salariés en moyenne ou 64 800 salariés en équivalent temps plein (+ 3,2 %). Si tous les secteurs ont proposé davantage d'emplois, les dynamiques ralentissent sur l'ensemble des secteurs avec un recours plus important aux heures supplémentaires (+ 6,2 % de salariés en moyenne dans ce cas en 2024). Ainsi, au total, les salariés polynésiens ont travaillé pendant 130 millions d'heures de travail (+ 3 % sur un an) pour une masse salariale versée par les employeurs en hausse de 5 % à 277 milliards de F.CFP. La hausse des effectifs salariés et du taux horaire contribue chacun pour moitié à la hausse de la masse salariale, soutenant ainsi le pouvoir d'achat des salariés.

## Les importations à destination des ménages sont stables en volume

Au quatrième trimestre, les importations des produits à destination des ménages se contractent de 2,2 % en valeur et de 2,5 % en volume, pénalisées par les produits de l'industrie automobile qui reculent de 30 % en valeur et de 24 % en volume après leur rebond au troisième trimestre lié au salon de l'automobile.

Sur l'année, les importations de ce type de biens (industrie agroalimentaire, biens de consommation) se maintiennent en volume (+ 0,1 %). Cette stabilité masque des modifications de structure importantes avec la hausse des volumes importés en biens de consommation (+ 6 %) dopée par les importations des produits pour l'équipement du foyer (+ 8 %) et la baisse des produits des industries agricoles et alimentaires (- 0,8 %), des céréales transformées (- 3,7 %), des boissons (- 5,1 %) et des produits laitiers (- 2,5 %). Les importations de produits de l'industrie automobile reculent de 5 % en volume et de 8,5 % en valeur, après trois années de hausse consécutive traduisant aussi les nouveaux arbitrages des consommateurs. Au global, la valeur des importations aux ménages est inférieure de 0,6 % par rapport à 2023.

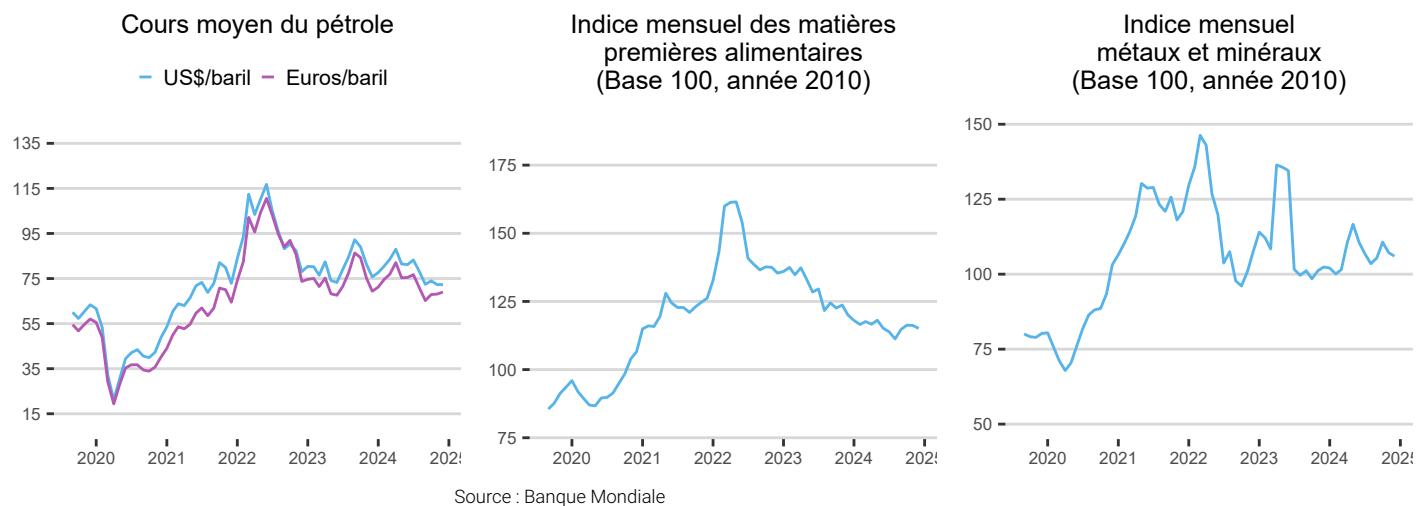
## L'investissement des entreprises résiste, celui des particuliers recule

Au quatrième trimestre, les importations à destination des entreprises sont supérieures de 16 % en volume et de 12 % en valeur par rapport à l'année précédente. Le volume des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires progresse respectivement de 12 % et 37 %. En valeur, les biens d'équipement augmentent de 12 %, mais se contractent de 11 % pour les biens intermédiaires.

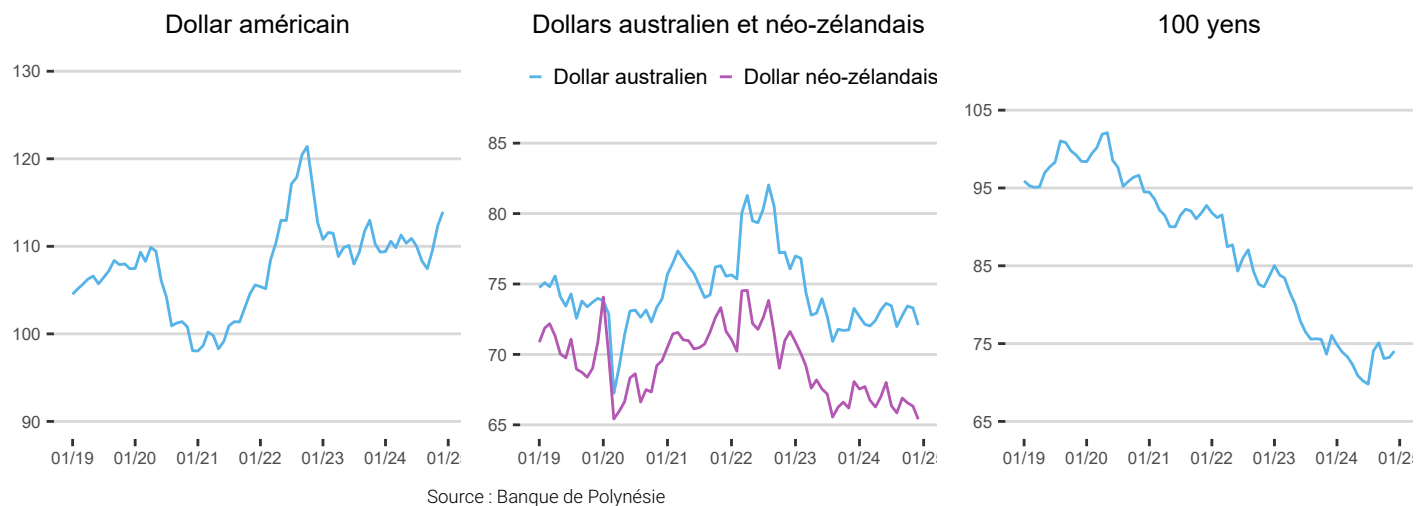
Sur l'année, les importations à destination des entreprises progressent de 1,8 % en volume et se contractent 1,6 % en valeur, du seul fait des importations de biens intermédiaires qui contribuent pour 1,8 point au volume global et pour - 1,6 point à la valeur globale. Les importations de biens d'équipement sont stables (+ 0,1 % en volume et en valeur). Les intrants du BTP retrouvent une croissance en volume (+ 3,6 %), après deux années de baisse consécutives pour se situer 6 % au-dessus de 2019. La valeur progresse moins vite (+ 3,0 %) avec le recul global des prix unitaires qui s'observe sur l'ensemble des principaux produits (ciment, fer, bois, revêtement de sol). Sur ces produits, les importations de fer sont les seules à reculer en volume (- 19 % en 2024, après - 10 % en 2023); le ciment (+ 9 %), le bois et les revêtements de sol (+ 11 % chacun) sont en hausse.

Avec un coût du crédit immobilier pour les particuliers qui est resté élevé en 2024 (3,69 % en moyenne annuelle, contre 2,74 % en 2023), et ce malgré le recul des taux au dernier trimestre (3,57 % contre 3,73 % au troisième trimestre), le niveau des investissements immobiliers des particuliers se contracte pour la troisième année consécutive (- 17 % en 2024). Il se situe sous la barre des 30 milliards de F.CFP pour la première fois depuis 2017. Pour les entreprises, le repli des investissements immobiliers (- 36 %) et en équipement (- 41 %) fait suite au niveau exceptionnel de 2023 (74 milliards de F.CFP) pour totaliser 44 milliards de F.CFP en 2024, soit 3 % de moins qu'en 2022. Ainsi, mis à part au premier trimestre, le solde d'opinion des entreprises du BTP sur l'activité passée est resté positif à chaque trimestre avec des investissements privés et publics soutenus. Néanmoins, les prévisions d'investissements à un an se dégradent au quatrième trimestre après avoir été bien orientées toute l'année malgré les oscillations des taux d'intérêt qui clôturent l'année à 3,56 %, soit 0,18 point de plus qu'en 2023.

**Fig. 4. Industrie**



**Fig. 5. Taux de change**



**Fig. 6. Indice boursiers**



TABLE 1. Tableau de bord

| ENTREPRISES                       |             |         |         |              |             |         |         |
|-----------------------------------|-------------|---------|---------|--------------|-------------|---------|---------|
| Démographie des entreprises (ICS) | décembre-23 | mars-24 | juin-24 | septembre-24 | décembre-24 | T / T-1 | T / T-4 |
| Créations                         | 973         | 944     | 951     | 942          | 955         | 1,4%    | -1,8%   |
| Radiations                        | 669         | 631     | 670     | 705          | 725         | 2,8%    | 8,4%    |
| Stock                             | 36 590      | 37 161  | 37 693  | 38 178       | 38 661      | 1,3%    | 5,7%    |
| Nbr assujetties à la TVA          | 7 472       | 7 293   | 7 103   | nd           | nd          | nd      | nd      |

Unité : nombre, Création trimestre

Sources : ISPF, DICP

| Production                                | décembre-23 | mars-24 | juin-24 | septembre-24 | décembre-24 | T / T-1 | T / T-4 |
|-------------------------------------------|-------------|---------|---------|--------------|-------------|---------|---------|
| Importations de Biens d'équipement        | 51 626      | 52 598  | 46 384  | 48 431       | 51 698      | 6,7%    | 0,1%    |
| Importations de Biens intermédiaires      | 53 694      | 51 104  | 52 568  | 53 586       | 51 979      | -3,0%   | -3,2%   |
| Consommation Moyenne tension              | nd          | nd      | nd      | nd           | nd          | nd      | nd      |
| Chambres offertes (Hotels Internationaux) | 875 440     | 872 513 | 878 795 | 890 236      | 906 888     | 1,9%    | 3,6%    |

Unités : millions de F.CFP, milliers de KWh, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : ISPF, Douanes, EDT

| Résultats                           | décembre-23 | mars-24   | juin-24   | septembre-24 | décembre-24 * | T / T-1 | T / T-4 |
|-------------------------------------|-------------|-----------|-----------|--------------|---------------|---------|---------|
| Chiffre d'affaires des entreprises* | 1 172 560   | 1 174 609 | 1 181 438 | 1 194 686    | 1 197 378     | 0,2%    | 2,1%    |
| Exportations locales                | 22 553      | 22 007    | 21 238    | 17 927       | 12 047        | -32,8%  | -46,6%  |
| Perles de culture brute             | 16 975      | 16 249    | 15 504    | 12 463       | 6 981         | -44,0%  | -58,9%  |
| Poissons                            | 2 295       | 2 380     | 2 378     | 2 435        | 2 295         | -5,7%   | 0,0%    |
| Nuitées touristiques                | 4 125 940   | 4 187 907 | 4 218 335 | 4 253 037    | 4 308 049     | 1,3%    | 4,4%    |
| Nombre de touristes                 | 261 813     | 262 707   | 262 496   | 263 094      | 263 766       | 0,3%    | 0,7%    |
| Passagers débarqués à Faa'a         | 376 740     | 381 328   | 382 492   | 386 544      | 385 506       | -0,3%   | 2,3%    |

Unités : millions de F.CFP, nombre, cumul sur 12 mois

Sources : ISPF, Contributions, Douanes, ADT

\* Estimation

| Emploi                                                | décembre-23 | mars-24 | juin-24 | septembre-24 | décembre-24 | T / T-1 | T / T-4 |
|-------------------------------------------------------|-------------|---------|---------|--------------|-------------|---------|---------|
| Nombre de salariés déclarés                           | 71 809      | 72 386  | 72 983  | 73 500       | 73 756      | 0,3%    | 2,7%    |
| Nombre de salariés en Equivalent Temps Plein          | 62 761      | 63 338  | 63 892  | 64 373       | 64 678      | 0,5%    | 3,1%    |
| Demandes Emploi non satisfaites en Fin de Mois (DEFM) | 9 250       | 9 984   | 8 869   | 9 660        | 9 039       | -6,4%   | -2,3%   |
| Offres d'emploi normal                                | 6 788       | 7 325   | 7 507   | 7 315        | 7 002       | -4,3%   | 3,2%    |

Unités : nombre, cumul/moyenne des 12 derniers

Sources : ISPF, CPS, SEFI

| MENAGES                                 |             |         |         |              |             |         |         |
|-----------------------------------------|-------------|---------|---------|--------------|-------------|---------|---------|
| Revenu                                  | décembre-23 | mars-24 | juin-24 | septembre-24 | décembre-24 | T / T-1 | T / T-4 |
| Salaire Moyen en équivalent temps plein | 350 047     | 352 464 | 354 165 | 355 573      | 357 212     | 0,5%    | 2,0%    |
| Masse salariale                         | 65 936      | 66 996  | 67 899  | 68 661       | 69 323      | 1,0%    | 5,1%    |

Unités : F.CFP, millions de F.CFP, moyenne des 12 derniers mois

Sources : ISPF, CPS

| Consommation                                                   | décembre-23 | mars-24 | juin-24 | septembre-24 | décembre-24 * | T / T-1 | T / T-4 |
|----------------------------------------------------------------|-------------|---------|---------|--------------|---------------|---------|---------|
| Importations de Produits alimentaires sur 12 mois              | 57 954      | 57 555  | 57 488  | 58 105       | 58 862        | 1,3%    | 1,6%    |
| Importations de Biens de consommation sur 12 mois              | 36 413      | 35 439  | 35 464  | 36 090       | 36 564        | 1,3%    | 0,4%    |
| Chiffre d'affaires Commerces détails sur 12 mois*              | 241 594     | 242 206 | 242 827 | 242 641      | 243 689       | 0,4%    | 0,9%    |
| Indice des prix trimestrielle moyen                            | 110         | 111     | 111     | 111          | 111           | 0,2%    | 1,5%    |
| Importations de Produits énergétiques sur 12 mois              | 33 157      | 32 056  | 31 534  | 35 210       | 34 055        | -3,3%   | 2,7%    |
| Consommation électricité basse tension sur 12 mois             | 265 385     | nd      | nd      | nd           | nd            | nd      | nd      |
| Importations de Produits de l'industrie automobile sur 12 mois | 21 200      | 21 161  | 21 013  | 21 331       | 19 414        | -9,0%   | -8,4%   |
| Nombre d'Immatriculations (VP) sur 12 mois                     | 6 247       | nd      | nd      | nd           | nd            | nd      | nd      |

Unités : millions de F.CFP, indice base 100 2007, milliers de KWh, nombre cumul/moyenne des 12 derniers mois

Sources : Direction des douanes, ISPF, DICP, DTT

\* Estimation

Source : ISPF

Méthodologie

**Indice emploi salarié marchand :** cet indice est réalisé mensuellement et calculé à partir de l'exploitation avancée des déclarations de main-d'œuvre à la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS). Ces déclarations sont obligatoires pour tous les salariés dépendant du régime général des salariés. Ces indices (base 100 en janvier 2000) permettent de calculer et de comparer facilement les évolutions entre deux périodes données.

Les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'hôtellerie-restauration et des autres services constituent une estimation de l'emploi salarié marchand. L'emploi salarié de ces secteurs représente 90 % du secteur marchand et deux tiers de l'emploi salarié total déclaré.

Les secteurs de l'agriculture, les administrations, l'éducation, la santé et l'action sociale, les services collectifs, sociaux et personnels et les activités domestiques sont exclus des estimations du fait de leurs structures particulières (prédominance de très petites entreprises ou d'administrations importantes) et de leurs régimes spécifiques de déclaration (retards tolérés ou déclarations trimestrielles).

Pour les trois derniers mois et en cas d'absence de déclaration de l'employeur, ces déclarations manquantes sont estimées à partir de l'évolution moyenne de l'emploi salarié des établissements déclarant à la CPS deux mois d'affilée suivant les tailles et secteurs d'activité. Ces séries sont ensuite corrigées par variations saisonnières.

**Correction des variations saisonnières (CVS) :** l'évolution d'une série statistique se décompose en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique utilisée pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

**Tableau de bord :** les données sont calculées en moyenne mobile ou glissante sur douze mois, ce qui permet de lisser une série de valeurs exprimées en fonction du temps (série chronologique) en éliminant les fluctuations les moins significatives et de lisser le phénomène étudié en noyant les valeurs extrêmes dans une masse de données davantage représentative d'une tendance moyenne. Cette moyenne est également dite mobile parce qu'elle est recalculée de façon perpétuelle, dès lors qu'une nouvelle donnée intègre la série en venant remplacer la plus ancienne, modifiant ainsi la date de référence.

Sources

Chaque trimestre, la publication « Points Conjoncture Te Avei'a » fait la synthèse de la conjoncture locale, reprenant l'évolution de l'ensemble des indicateurs de conjoncture économique et sociale. Ces indicateurs sont issus des enquêtes de l'ISPF, mais aussi de nombreux organismes qui collectent des informations chiffrées dans leurs domaines de compétence.

Définitions

**Caisse de prévoyance sociale (CPS) :** gère l'ensemble des déclarations de main-d'œuvre du régime général des salariés à partir desquelles les statistiques de l'emploi salarié sont réalisées.

**Direction régionale des douanes de Polynésie française :** reçoit l'ensemble des déclarations de marchandises entrant ou sortant du territoire. Ces données sont traitées par l'ISPF pour en tirer des indicateurs d'échanges de marchandises avec les autres pays et analyser les flux en importations comme en exportations.

**Direction des impôts et des contributions publiques (DICP) :** traite les déclarations TVA à partir desquelles l'ISPF mesure l'évolution des chiffres d'affaires des entreprises par secteur d'activité.

**Direction des transports terrestres (DTT) :** gère les immatriculations des véhicules et fournit les statistiques à l'ISPF.

**Électricité de Tahiti (EDT) :** principal opérateur pour la fourniture d'énergie électrique en Polynésie française, il transmet les statistiques de production et consommation d'électricité à l'ISPF.

**Port autonome de Papeete :** cet établissement public à caractère industriel et commercial gère la zone portuaire. Il identifie les navires faisant escale en Polynésie française et dénombre leurs passagers et membres d'équipage.

**Service de l'emploi :** réceptionne les demandes et offres d'emploi qui permettent de réaliser le suivi statistique du marché du travail.

**Synthèse économique :** Les indicateurs permettant de suivre l'évolution de la conjoncture internationale sont extraits des sources suivantes : Banque de Polynésie, site du journal « les Échos » sur les places boursières (bourse.lesechos.fr), instituts statistiques nationaux, banques centrales, missions économiques, Banque mondiale, OCDE et Eurostat.

Télécharger les données

Toutes les données

|                              |                                                                                                                       |
|------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Editeur                      | Institut de la statistique de Polynésie française                                                                     |
| Collection                   | Points Conjoncture                                                                                                    |
| Numéro                       | 1481                                                                                                                  |
| Auteur de la publication     | Teva BELL                                                                                                             |
| Rédactrice en chef           | Nadine RESNAY                                                                                                         |
| Directrice de la publication | Nadine JOURDAN                                                                                                        |
| Dépôt légal                  | Avril 2025                                                                                                            |
| Informations                 | Immeuble Uupa - 1 <sup>er</sup> étage<br>15 rue Edouard Ahnne<br>BP 395 - 98713 Papeete Tahiti<br>Polynésie française |
| Téléphone                    | +689 40 47 34 34                                                                                                      |
| Courriel                     | ispf@ispf.pf                                                                                                          |
| Copyright                    | © ISPF, Papeete 2025<br>La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée      |
| ISSN                         | 2118-478X                                                                                                             |